

### **Question 13**

#### **Comment prendre en charge les élèves en grande difficulté ?**

*Mots clefs : Collège unique – Lycée – Orientation – niveaux – rythmes – Parcours différenciés – hiérarchie des filières – diversification des filières d'excellence – Enseignement Agricole.*

**En Primaire**, l'échec se concentre sur l'apprentissage de la lecture. La méthode globale est considérée comme une erreur... Mais le choix des méthodes appartient à l'enseignant dans la classe. Manque de liaison entre la Maternelle et le Primaire. Dédoublage des CP.

#### **Evaluation :**

Validation individualisée au fur et à mesure marquerait les chances de progrès, alors que le système de notation actuelle valide plutôt l'échec : il faudrait aller vers une valorisation des réussites.

Incidences psychologiques fortes : problème de délai : un élève en difficulté a besoin de temps pour réussir : d'où la nécessité de mettre en place une individualisation de l'évaluation avec un suivi individuel.

Vers une autre évaluation plus positive :

- Juger les élèves sur d'autres talents
- savoirs fondamentaux à redéfinir ( allègement des programmes)
- Auto évaluation : Objectifs – moyens – résultats.
- Amener l'élève à l'autonomie par la construction de son projet d'orientation, professionnel et personnel.

*Problème des enfants handicapés :* problème du manque d'auxiliaires de vie pour une véritable prise en charge individualisée des élèves handicapés et problème de formation initiale pour les enseignants.

#### **Rythmes scolaires :**

L'évaluation d'entrée en 6<sup>ème</sup> et en Seconde ne devrait pas avoir lieu en début d'année mais plutôt dans le courant du 1<sup>er</sup> trimestre, ce qui éviterait du stress aux élèves sortant de deux mois de vacances sans lien avec l'Ecole.

Les emplois du temps mieux pensés et construits à partir des rythmes d'apprentissage des élèves, une équipe de professeurs restreinte

#### **Les parcours différenciés :**

Collège multiforme, à chacun sa réussite, à chacun son parcours. Création de structures où les élèves auraient des rythmes d'apprentissage et un accompagnement (maître en sur numéraire en 6<sup>ème</sup>) adapté. Risque de stigmatisation que peut engendrer ce type de structures.

Nécessité de développer des structures innovantes dans tous les établissements scolaires (1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> degré) : groupe de niveau et/ou aide individualisée les deux théories s'affrontent.

#### **Assurer la promotion de la voie professionnelle**

Le L.P. peut devenir une voie d'excellence à part entière.

Développement des liens Collège-LP : Alternance collège-LP ; Classe plate-forme en LP : à l'issue du bilan du 1<sup>er</sup> trimestre, les élèves s'orientent vers un CAP ou un BEP

Mise en place de vrais modules de remédiation ; dédoublement des classes (enseignement professionnel et général) classe de niveau ou classes hétérogènes ?

Si la nécessité d'individualiser les parcours semble retenue, un risque majeur se profile : celui des diplômés sans reconnaissance nationale !

Nécessité de croiser les regards avec l'intervention de nouveaux corps de métiers dans l'Institution scolaire (orthophonistes, psychomotriciens, A.S., Infirmières, COP, MGI...) Ces personnes doivent être en nombre suffisant dans les établissements.

Développement des liens avec l'entreprise et les partenariats extérieurs : faire venir des professionnels qui assurent la promotion de leur métier.

Développement des liens avec les familles.

### **PROPOSITION :**

**Si l'individualisation des parcours peut amener l'élève de retrouver sa motivation, l'école ne peut pas prendre en charge tous les enfants en difficulté, elle doit transmettre un socle commun de valeurs et de compétences qui doit permettre à tous de devenir autonome et responsable.**

### **Orientation**

Promouvoir une orientation positive et non pas une simple gestion de flux

## Question 22

### Comment former, recruter, évaluer les enseignants et mieux organiser leur carrière ?

En préalable à cette question des enseignants font remarquer le paradoxe qu'il y a à parler de recrutement et de formation des professeurs alors que le rapport de la commission des finances de l'Assemblée Nationale du 3/11/03 évoque la suppression de 2500 postes d'enseignants dont 300 PLP.

Si le recrutement est peu abordé c'est surtout la formation et l'évolution des enseignants qui sont débattues.

Tout le monde s'inquiète du nombre grandissant de personnels non titulaires peu formés, non préparés à gérer des classes et dont la précarité est accrue (de MA à contractuel à vacataire) ceci n'incite pas à s'investir pleinement dans des projets. Vu les départs massifs de ces prochaines années il faut mettre plus de places aux concours de recrutement tout en repensant les contenus de ceux-ci (l'aptitude à gérer des groupes n'étant jamais prise en compte).

Si une majorité semble rester attachée au mouvement national pour les mutations, les jeunes mères de famille non titulaires sont hésitantes quant aux concours : le risque d'une nomination lointaine, ajouté aux difficultés de préparation du concours liées aux enfants les inquiète et les décourage.

La formation en IUFM est critiquée par beaucoup :

- Une formation générale trop théorique et décousue.
- Une formation très insuffisante, voire absente, pour la gestion des élèves et classes difficiles.
- Des jeunes stagiaires jetés dans « l'arène » dès la première semaine de rentrée sans même qu'ils sachent faire un cours.
- Des stagiaires trop souvent placés devant des classes difficiles avec des difficultés matérielles pour travailler avec leur tuteur (compatibilité des emplois du temps).
- Une formation didactique trop théorique.
- Un passage trop brutal du stagiaire avec 6 heures de cours au temps plein 18 heures du néo-titulaire.
- Des stagiaires qui sont trop souvent des « variables d'ajustement » dans les établissements.

Pour la formation il y a unanimité pour demander des formateurs issus du terrain et gardant un contact (mi-temps) avec ce terrain et pour demander une « protection » des débutants.

La formation continue depuis quelques années connaît un net recul. Les offres de formation se réduisent. Il y a nécessité de maintenir cette formation, plutôt prise en charge par les corps d'inspection, avec de préférence des formateurs connaissant bien le terrain (formation et public élève). Des stages d'établissement ou de bassin semblent les mieux adaptés.

L'évaluation des enseignants par les corps d'inspection est acceptée avec une fonction prédominante d'aide, de conseil et d'appui pour construire des projets, mettre en œuvre des méthodes et des expériences. C'est pourquoi une présence beaucoup plus grande est souhaitée. Des inspecteurs issus du « terrain » ou gardant un contact avec ce terrain (enseignement partiel) sont appréciés et reconnus.

Dans la perspective des fins de carrières retardées il faut inventer des perspectives nouvelles pour les enseignants âgés (tutorat...) et penser aussi à des « portes de sortie » possibles afin qu'ils ne se sentent pas bloqués dans une filière à laquelle ils peuvent moins apporter.

En conclusion le métier d'enseignant doit être reconnu et défendu et les clichés négatifs combattus par le ministère.

**Proposition :**

**Organiser une formation initiale qui prépare plus à la gestion des élèves et des groupes, développer le corps d'inspection afin qu'il soit plus présent et plus proche pour encadrer et épauler les équipes pédagogiques. Des personnels connaissant bien les formations et les élèves sont exigés.**

## Question 7

### Comment améliorer la reconnaissance et l'organisation de la voie professionnelle ?

Dans un premier temps il faut constater que nombre d'enseignants ne sont pas motivés par ce débat sur l'école. Ils n'y croient pas ou se font peu d'illusions sur les résultats, pensant que beaucoup de choses sont déjà décidées.

Plus qu'un débat sur l'école c'est un débat sur la société qu'ils souhaitent : « dans quelle société veut-on vivre ? ». L'école n'est qu'un baromètre de cette société.

Le public de la réunion étant en très grande partie composé d'enseignants de Lycée Professionnel le débat s'ouvre sur l'image des métiers manuels et sur la relation école/ monde du travail.

Dans notre société, depuis longtemps, les travaux manuels sont dévalorisés, voire méprisés, car jugés trop pénibles, salissants, peu rémunérés, soumis à des hiérarchies contraignantes. Il y a urgence à redonner des lettres de noblesse à ces activités par des campagnes médiatiques adaptées. Des salaires plus attractifs pour les métiers pénibles (le bâtiment) sont souhaités.

Il y a urgence également à mieux faire connaître les métiers. Pour cela c'est dès le collège que des partenariats doivent être envisagés :

- Partenariat collège/monde du travail : des gens de métier, des artisans, d'anciens élèves devenus professionnels doivent pouvoir intervenir au collège pour y faire découvrir les métiers. Les stages de découverte, les carrefours des métiers sont intéressants aussi et doivent être optimisés.
- Partenariat collège/ Lycée Professionnel : il faut le développer par des contacts plus nombreux entre ces 2 types d'établissements. Stages pour les professeurs principaux, PLP en visite en collège, élèves de collèges en « mini-stages », intervention d'anciens élèves du collège en réussite au LP.

L'orientation vers la voie professionnelle, apprentissage ou LP, est trop souvent une orientation d'échec, la voie générale étant perçue comme la voie « normale », cela contribue fortement à l'image négative.

L'orientation vers les LP doit être valorisée dans le milieu enseignant comme dans les familles. Dans la plupart des filières des possibilités de licence et de maîtrise professionnelles doivent être offertes. Des passerelles plus nombreuses et plus souples doivent permettre des évolutions de scolarité.

Les élèves des classes défavorisées sont peu mobiles et choisissent des établissements de proximité. De ce fait ils se retrouvent dans des spécialités pas toujours choisies et sont donc moins motivés, tout comme les élèves qui ne sont pas affectés sur leur premier vœu. Si le Lycée Professionnel ne peut pas ignorer les besoins du bassin d'emploi, il faut aussi que ces LP, dans ces bassins, offrent la gamme la plus large possible de formations.

Les stages (« périodes de formation en entreprise ») sont essentiels pour les formations et pour la relation LP/ monde du travail. Les entreprises, et en particulier les entreprises publiques et les collectivités locales, doivent s'investir plus dans ces formations et ceci sans discrimination.

Si les employeurs semblent se satisfaire des formations CAP et BEP en Lycée Professionnel, beaucoup verraient mieux un système d'alternance au niveau Bac. Professionnel. Cependant une formation théorique et générale de qualité en LP est jugée indispensable. Des bourses réévaluées pour les sections Bac. Pro. devraient être étudiées.

Il semble également nécessaire de se pencher sur les contenus des formations, sur leur évaluation, sur ce qu'on évalue et la façon dont on le fait.

*Si dans certaines régions il est donné priorité au système de l'apprentissage les résultats sont loin d'être probants aux différents examens. Les entreprises sont insuffisamment préparées aux formations et l'enseignement général et théorique reste le parent pauvre alors qu'il est indispensable pour former de future personnels adaptables à l'évolution des métiers. Le Lycée Professionnel reste la meilleure voie pour atteindre ce but.*

En tout état de cause des possibilités de formation récurrente « tout au long de la vie » sont à imaginer pour la mise à niveau des compétences comme pour les « vocations tardives ».

**Proposition : Mise en place, au niveau des collèges, d'actions faisant découvrir de façon concrète les métiers manuels et les différents secteurs professionnels. Ceci peut se concrétiser par l'intervention d'artisans, de PLP professeurs de spécialités et d'élèves de LP en situation de réussite.**